



Israël assassine 13 Palestiniens dans un camp de réfugiés au Liban

Description

Un raid israélien mené mardi soir sur le camp de réfugiés Al-Halou au Liban-Sud a fait 13 morts palestiniens. Ce massacre est le point d'orgue d'une augmentation constante des attaques israéliennes dans le sud du Liban depuis plusieurs mois.

Par l'Agence Média Palestine, le 20 novembre 2025

art

Israël assassine **13 Palestiniens** dans un camp de réfugiés au Liban

Les funérailles des treize victimes de ce bombardement meurtrier sur le camp d'Al-Halou ont lieu cet après-midi. Les corps ont été transférés hors de l'hôpital Hamchari, un établissement de santé géré par le Croissant rouge palestinien et situé à l'extérieur du camp de réfugiés.

Les treize corps, transportés dans 13 ambulances différentes, appartiennent à des réfugiés palestiniens tués mardi soir dans le bombardement soudain et violent d'un camp géré par l'Etat libanais dans le sud du pays.

Un pic de violence israélien

Le raid aérien a été brutal. Mardi, pendant la soirée, des explosions retentissent jusqu'à Saida, une ville libanaise située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière sud avec Israël. Elles frappent le camp d'Al-Halou, le plus grand camp de réfugiés palestiniens du pays. D'après un témoin cité par le journal *Le Monde*, trois missiles ont été tirés.

Le bilan est lourd : 13 morts. Parmi eux, plusieurs adolescents. C'est l'attaque israélienne la plus meurtrière sur le territoire libanais depuis la signature du cessez-le-feu le 27 novembre 2024, qui avait mis un terme à deux mois de guerre ouverte avec Israël. Depuis, l'accord est très régulièrement violé par l'Etat israélien, mais jamais le bilan humain n'avait été aussi important.

Israël vise-t-elle un terrain sportif ?

Pour justifier ce massacre, l'Etat israélien affirme avoir visé un supposé lieu d'entraînement du Hamas situé à l'intérieur du camp de réfugiés. Des accusations niées par l'organisation palestinienne, selon les informations du *Monde* : *« Le mouvement islamiste a démenti d'avoir des installations militaires à l'intérieur des camps palestiniens au Liban et a accusé l'armée israélienne d'avoir visé un terrain sportif »*. L'agence de presse gouvernementale libanaise a aussi annoncé que l'attaque avait tué douze personnes à l'intérieur d'un camp stationné juste à côté d'un stade, en plein milieu du camp de réfugiés.

C'est la première fois depuis le début du cessez-le-feu il y a quasiment un an qu'un camp de réfugiés est visé par des attaques israéliennes. En revanche, elles se sont multipliées ces derniers temps au sud du pays. Mardi 18 novembre, un peu plus tôt dans la journée, deux autres personnes sont mortes à cause de tirs israéliens sur des voitures, dans le sud du pays.

La Force internationale des Nations Unies au Liban (FINUL), dont le mandat a été prolongé en août dernier, a elle-même condamné des tirs israéliens depuis une des cinq positions établies par l'armée au sud du Liban, vendredi 14 novembre. Israël a affirmé que ces tirs étaient accidentels. Un peu plus tard dans la soirée, un autre tir, cette fois initié par un drone israélien, a tué un homme dans la même zone, au niveau de la ville d'Al Mansouri.

La FINUL est chargée de veiller au respect de l'accord de cessez-le-feu de novembre 2024. L'armée israélienne, qui devait se retirer de ce territoire à la fin janvier 2025, continue pourtant

de mener des opérations militaires dans la zone en toute impunité. Pire, à mesure que le temps passe, l'intensité de ces opérations s'accroît, comme on a pu le constater encore ce mardi 18 novembre.

Israël accentue la pression militaire

Loin de s'excuser des massacres menés par son armée, sous couvert de défense et de sécurité, l'État israélien persiste et signe dans la même logique va-t-en-guerre. Son porte-parole en langue arabe Avichay Adraee a déclaré au sujet du massacre perpétré mardi soir : *« Lorsque nous affirmons que nous ne tolérerons aucune menace à notre frontière nord, cela s'applique à tous les groupes terroristes opérant dans la région. [?!] Nous continuerons à agir avec fermeté contre les tentatives du Hamas de s'implanter au Liban et à éliminer ses éléments qui menacent notre sécurité. »*

D'après le ministre libanais de la Santé, 270 personnes ont été tuées par l'armée israélienne au Liban-Sud depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Pour l'analyste politique libanais Karim Bitar, interrogé par *Al Jazeera*, *« Il y a quotidiennement des violations du cessez-le-feu par Israël au Liban, et il serait injuste à ce stade de rejeter la responsabilité sur le gouvernement libanais. »* Comme nous le rappelions [dans un article publié la semaine dernière](#), Israël a violé près de 7 000 fois l'accord de cessez-le-feu depuis le 27 novembre 2024.

Depuis l'attaque de ce mardi 18 novembre, les habitants du camp d'Al-Hlou vivent dans la peur de nouveaux raids sur leurs logements. Mahmoud, habitant du camp, témoigne auprès du *Monde* : *« J'ai beaucoup de tristesse, de colère et d'incompréhension. Le raid a été un massacre. Tout le monde se demande s'il s'agit d'une attaque isolée, ou si d'autres vont avoir lieu. »*

La politique expansionniste militaire israélienne au sud du Liban est condamnée mollement par la France et d'autres pays, mais le principal problème reste la position américaine sur la question. Depuis plusieurs semaines, Washington s'aligne sur la position israélienne qui met la pression sur l'État libanais sur la question de la démilitarisation du Hamas. Ce processus est nécessairement long. Et il est évident que ces difficultés sont instrumentalisées par Israël pour justifier les massacres commis sur le territoire libanais, la position américaine pose un vrai problème et ajoute encore à la pression israélienne sur le gouvernement libanais déjà exsangue par la guerre et des années de crise politique majeure dans le pays.

En attendant, les mouvements de l'armée israélienne au Liban-Sud et son maintien illégal sur plusieurs positions militaires du pays laissent plus de 80 000 Libanais sans domicile, toujours dans l'impossibilité de retourner habiter dans leurs villages. La situation pourrait d'ailleurs empirer, alors que la FINUL et le gouvernement libanais accusent Israël de construire un mur qui excède la Ligne bleue (ligne de retrait des troupes israéliennes tracée en 2000 par l'ONU), privant les Libanais de 4000 mètres carrés de territoire.

Les accusations sont d'abord venues de la FINUL, qui a affirmé vendredi dernier que *« ses soldats de la paix avaient inspecté un mur en béton construit par l'armée israélienne au sud-ouest de Yaroun et constaté qu'il franchissait la Ligne bleue, rendant ainsi inaccessibles au peuple libanais plus de 4 000 mètres carrés de territoire libanais »*, souligne *Middle East Eye*.

Le cabinet du président libanais Joseph Aoun a ensuite annoncé dimanche *«? d?poser une plainte urgente auprès du Conseil de sécurité des Nations unies contre Israël pour avoir construit un mur de béton à la frontière sud du Liban, dépassant la Ligne bleue?»*.

Israël a une fois de plus démenti ces allégations, reconnaissant simplement *«? une série de mesures, notamment le renforcement de la barrière physique le long de la frontière nord?»*. De son côté, la France a condamné aujourd'hui *«? les frappes israéliennes qui tuent des civils dans le sud. Notre position est celle du respect du cessez-le-feu du 27 novembre 2024.»*, par la voix d'un ministre interrogé par l'agence de presse Reuters. La France condamne, mais les [entreprises israéliennes restent les bienvenues au salon Milipol](#) pour présenter leurs derniers instruments de mort à la pointe de la technologie, testés en conditions réelles à Gaza.

date créée

2025/11/20